



**Assises Nationales de la Protection Juridique du Majeur – 9/10 février 2012**

**Commission n°4 - Quelles évolutions pour le secteur professionnel ?**

**Quelle « professionnalité » au service des personnes protégées ?**

**Une profession unique, des opérateurs multiples**

**par Pierre BOUTTIER, Président de l'ANDP**

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite avant tout remercier les organisateurs de ces assises de nous avoir invités à cette tribune. L'ANDP a investi depuis des années la question de la professionnalisation du secteur de la protection juridique des majeurs. Nous avons aujourd'hui l'occasion de vous présenter le fruit des réflexions qui traversent les professionnels des services et vous proposer quelques éclairages pour mieux appréhender la professionnalité à l'œuvre dans l'exercice des mesures de protection, ce, **quelque soit le mode d'exercice**.

Car c'est la première idée sur laquelle nous devons nous accorder : la « multiplicité des opérateurs » -pour faire référence à l'intitulé de la table ronde- en charge de l'exercice des mesures de protection, la diversité des statuts et des modes d'exercice professionnels de la PJM **n'en constitue pas moins une profession unique**. Le MJPM, Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs, qu'il soit délégué par son association, préposé au sein de l'établissement de soin ou d'hébergement ou encore qu'il exerce à titre individuel, agit dans un cadre légal unique, au nom des mêmes valeurs éthiques issues, notamment, du Droit et plus spécifiquement de l'esprit des Lois du 5 mars 2007 et du 2 janvier 2002.

La question essentielle pour nous sera désormais de caractériser cette profession, 3 ans après l'entrée en vigueur de la réforme. Et donc d'assister à la construction d'un véritable métier, qu'il est encore très complexe d'appréhender et de définir ; que les professionnels se reconnaissent eux mêmes comme porteurs d'une **identité professionnelle** spécifique.

Je proposerai trois dimensions liées à la professionnalité du MJPM, qui, chacune investie et travaillée, devraient présider à l'avènement d'une véritable profession, être constitutives d'un nouveau métier.

Ces trois dimensions sont :

- La question de l'éthique professionnelle
- La question de la formation
- La question des contours, champs et limites de l'intervention du MJPM.

Je ne m'attarderai pas sur **la question de l'éthique**, bien qu'elle soit essentielle en tant que constitutive d'une profession. D'autres intervenants doivent aborder cette question.

A ce jour, toutes les fédérations de professionnels et de services, associations et établissements disposent de leurs propres chartes éthiques, de leurs textes de référence. Il apparaît urgent d'unifier cet ensemble hétéroclite mais sans doute (et heureusement) cohérent sur le plan national, pour l'ensemble des MJPM, quels que soient leurs statuts. Qu'un seul texte, opposable et approprié par tous les agents tutélaires du territoire puisse faire référence et aider le professionnel face à des situations toujours plus complexes où se révèlent des conflits de valeur, où les textes en vigueur se révèlent insuffisants pour guider l'action, voire contradictoires.

Qu'une seule charte éthique, voire déontologique, très pragmatique, viennent éclairer le professionnel confronté à ces questions très concrètes et essentielles : « dois-je privilégier l'inventaire dans les 3 mois ou le respect de l'intimité ou de la vie privée ? » « Comment puis-je verser l'excédent de gestion entre les mains de la personne protégée tout en assurant une gestion *prudente, diligente et avisée*, c'est à dire une gestion de précaution qui prévoit l'imprévisible, qui permet de faire face aux aléas de la vie ? »

Je ne multiplierai pas ici les exemples qui doivent résonner comme des évidences pour les professionnels de la salle.

Je me contenterai donc d'affirmer, de clamer l'impérieuse nécessité que nous avons tous à unifier les valeurs de référence qui guident notre intervention, **l'éthique professionnelle étant l'un des premiers éléments unificateurs et constitutifs de tout métier**. Et de se fixer pour finalité la constitution d'un code de déontologie propre à l'ensemble des MJPM ?...

Seconde dimension que je déclinerai, celle de la **formation**.

Les professionnels du secteur ont sacrifié à la formation obligatoire, se sont appropriés la nécessité du CNC et se sont adaptés dans un contexte difficile, à assurer le quotidien de leur mission dans des services dépeuplés (du fait de la formation massive des mandataires organisée en moins de 3 ans) ; pour être autorisés *in fine* à exercer les fonctions... qu'ils exerçaient déjà. L'arrêté du 2 janvier 2009 décrit assez finement les compétences larges et pointues à développer pour exercer ce métier. Le paradoxe est que, si les textes affirment une exigence de formation lourde pour être MJPM, ils n'entérinent

pas le corollaire de cette exigence, la valorisation et la reconnaissance.

Dit autrement, les professionnels du secteur tuteur remplissent des obligations sans en recueillir le moindre droit. Soit un MJPM, titulaire d'un Diplôme d'État de travail social ou d'une Licence universitaire, qui va exercer cette profession durant dix ans, développer les larges compétences que l'on sait, suivre la formation obligatoire, acquérir une solide expérience... mais qui, en cas de réorientation professionnelle au bout de ces dix ans, ne se verront reconnaître que le niveau de leur formation initiale de niveau III !

Ou comment exercer une activité de protection en étant soit-même insécurisé dans son parcours et son statut !

L'enjeu pour les professionnels, porté par l'ANDP, est donc d'obtenir la valorisation du CNC en formation diplômante. L'une des composantes essentielles de la reconnaissance d'une profession est son adossement à une formation qualifiante. La formation obligatoire et les fonctions du MJPM ne pourront être pris au sérieux qu'à cette condition de la délivrance d'un diplôme au terme du processus de formation. La prise en charge *a minima* convenable des personnes vulnérables sous protection juridique passe nécessairement par la sécurisation des parcours professionnels et cette reconnaissance de professionnalisation/diplôme.

L'inverse ne pourrait qu'aggraver les symptômes déjà repérables chez les MJPM : carence de perspectives et de valorisation, burn-out et découragement, fort turn-over dans les services... L'État peut-il se permettre de déconstruire ainsi les exigences qualitatives qu'il pose -à raison- par ailleurs à l'égard de la protection des plus vulnérables ?...

Troisième dimension de la professionnalité du MJPM qui conclura mon propos : **la question de notre champ d'intervention, son étendue, ses spécificités, ses limites**  
Les professionnels du secteur sont les premiers à se retrouver en difficulté lorsqu'on leur demande de définir leurs fonctions de manière simple et directe. « C'est quoi votre travail ? Quelle est la nature de vos fonctions, les spécificités de votre intervention ? » Ces questions laissent d'ordinaire le MJPM coi. Il ne sait pas définir son métier.

Plus grave est l'imaginaire du tuteur porté et diffusé par les tiers, médias compris. Nous évoluons ordinairement entre deux figures caricaturales, celle du « **tuteur sauveur** » (qui peut tout, résout tout, notamment dans ces situations humaines inextricables que famille et intervention médico sociale de droit commun ont échoué à remédier) et celle du « **tuteur voleur** » (au-delà même de l'irruption au sein de la question de l'argent, courant ou placé, inhérente au mandat, le tuteur est un voleur d'intimité, celui qui intruse et se mêle de ce qui ne le regarde pas).

Deux figures qui amènent le MJPM à naviguer -parfois à vue- au quotidien entre les deux écueils de la **toute-puissance** et de **l'impuissance**. La toute-puissance symbolique de

celui qui détient les redoutables leviers que sont le mandat judiciaire, légal et contraignant, et la gestion de l'argent -ledit « *nerf de la guerre* ». L'impuissance à laquelle est ramenée le professionnel qui, face à une situation impossible, insoluble, où les solidarités familiales et médico-sociales de droit commun ont déjà échoué -puisqu'il a fallu recourir à un mandat- n'a qu'une influence relative.

Le Professeur Paul FUSTIER écrivait en 2004 « *L'absence de spécificité signe l'inexistence du métier et la mort du professionnel* ». La protection juridique du majeur est exercée par un professionnel naissant, dont les spécificités de l'intervention restent à définir.

Comment définit-on l'étendue et les contours d'une mission qui consiste (par exemple)parfois à rechercher à rechercher un logement ou à faire le lien avec le médical, à organiser des interventions à domicile ou effectuer des achats spécifiques alors que ces tâches, prises isolément, **ne sont pas les domaines d'intervention naturels du MJPM ?**

Comment se prémunit-on de la tentation -souvent suscitée par les tiers, familles ou professionnels- de choisir **à la place** de la personne son lieu de vie, de contraindre une personne à entrer en établissement, de choisir un contrat de téléphonie, un établissement bancaire, de le forcer à une intervention à domicile... au détriment de son libre-arbitre que nous sommes censés protéger et garantir ?

Comment peut-on, dit autrement, sécuriser autant la personne vulnérable que le professionnel face à l'incertitude de l'étendue des pouvoirs et de l'action du tuteur ?

Il semble impossible de définir thématiquement et « géographiquement » le champ de l'intervention du MJPM, puisqu'**il peut**, selon les situations, presque **tout faire** mais **il ne doit pas et ne peut pas tout faire**.

Aussi, nous proposerons une **approche méthodologique** pour délimiter et définir son champ d'intervention, afin de parvenir, au cas par cas, à dessiner le contenu de l'action du MJPM :

1. Affirmer que l'action du MJPM se développe dans deux directions essentielles :
  - **L'accompagnement lié à la gestion de l'argent et des papiers**, où la gestion administrative et financière doit être la traduction des choix de vie de la personne, l'accès à ses droits et obligations propres ;
  - **L'accompagnement au discernement**, à l'expression d'une volonté la plus adaptée et éclairée possible ; lorsque toute expression personnelle est impossible, que la décision prise soit la plus collégiale et ressemblante à celle qu'aurait pu prendre la personne, au regard de son parcours de vie et choix passés (d'ailleurs, n'est-ce pas l'essentiel du temps concret passé auprès de la personne par le MJPM : l'échange, l'information, le recueil d'avis, bien plus que la passation d'actes juridiques particuliers ?...)

2. **Définir une intervention par défaut.** Comment prévenir le fourvoiement de la toute-puissance, de l'omniscience et de l'omniprésence du tuteur ? Comment donner une réalité à la phrase du magistrat Thierry FOSSIER « ***il faut pouvoir protéger sans diminuer*** » ?

Comment agit-on pour que l'intervention tutélaire soit possiblement autonomisante, émancipatrice et non pas aliénante et plaçant la personne sous dépendance ? Pour autant, qu'elle ne se substitue pas à l'action des tiers, famille ou professionnels, soit d'elle-même, soit par la désertion de ceux-ci ?

Affirmons dès lors que **l'action elle même du MJPM** se doit être :

- **nécessaire**
- **proportionnelle**
- **subsidaire aux capacités concrètes de la personne et de son environnement (proches et professionnels).**

Dit autrement, le mandataire n'a nulle vocation à intruser ou se substituer à ce qui fonctionne sans lui.

3. Préconiser que le droit tutélaire, droit dérogatoire au droit commun, *droit d'exception* -si la brutalité du terme peut être admise- n'a pour **finalité que le retour au droit commun**. Si la mesure de protection est communément vécue ou représentée comme une **mort civile**, notre ambition est qu'elle contribue, à l'inverse, à la restauration de la personne protégée sur la scène socio-économique et civile, accompagnée ou représentée.

Pour cela, nous revendiquons une intervention inscrite dans le **long terme**.

Par ces propositions d'une approche méthodologique permettant de déterminer le champ d'intervention, ses contours et limites dans chaque situation concrète, nous faisons le vœu qu'à l'avenir le MJPM puisse s'identifier comme légitime à l'égard des familles, des professionnels du médico-social, des magistrats et de son propre service, à déterminer les terrains sur lesquels il s'aventure auprès de la personne protégée. En un mot, le MJPM doit s'identifier comme légitime à porter une professionnalité qui lui est propre.